

position de résolution tendant à décider la revision des articles 13 à 16 inclus et 18 à 20 inclus de la Constitution, n° 6427. — Le 6 février 1958, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour les sociétés l'énoncé complet de leur raison sociale, n° 6514. — Le 7 mars 1958, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi rejetée par le Conseil de la République tendant à réglementer l'ouverture et la fermeture des établissements de commerce de détail durant la période des congés payés, n° 6827. — Le 10 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'abattement et d'exonération d'impôts sur le revenu, n° 6855. — Le 10 mars 1958, une proposition de loi tendant à établir une prescription quinquennale en faveur des prestations de sécurité sociale indûment perçues, n° 6856. — Le 26 mars 1958, une proposition de loi tendant à permettre une révision du prix de certains baux ruraux, n° 7019. — Le 15 avril 1958, une proposition de loi tendant à unifier la législation relative aux vieux travailleurs non salariés en matière d'affiliation et d'allocation vieillesse, n° 7097.

Interventions :

Prend part à la discussion : du procès-verbal de la troisième séance du 4 décembre 1956 (*séances de nuit*) [5 décembre 1956] (p. 5534); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 44 : *Conditions d'attribution des primes à la construction* [5 décembre 1956] (p. 5557); — du projet de résolution relatif à la fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1957 : *Séances de nuit* [26 décembre 1956] (p. 6225); — d'une proposition de loi relative au régime d'imposition des sociétés de capitaux (application du décret n° 55-594 du 20 mai 1955) [19 février 1957] (p. 982); Article unique : *Amendement de M. Lamps tendant à limiter aux sociétés, dont le chiffre d'affaires n'a pas excédé 50 millions, les dispositions de la présente loi* (p. 983). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [20 décembre 1956] (p. 6173), [25 juin 1957] (p. 2928), [19 décembre 1957] (p. 5502), [20 mai 1958] (p. 2388). = Obtient des congés [8 juin 1956] (p. 2451), [20 décembre 1956] (p. 6173), [25 juin 1957] (p. 2928), [19 décembre 1957] (p. 5502),

[20 mai 1958] (p. 2388). = Est décédé le 17 octobre 1958 (1).

GOZARD (M. Gilles), Député de l'Allier (S).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 168). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant de la France : à l'Assemblée commune de la communauté européenne du charbon et de l'acier [23 février 1956] (p. 470). [26 juin 1956] (p. 3049), [3 juillet 1957] (p. 3195); à l'Assemblée unique des communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); Est nommé de nouveau à ce poste faute d'avoir prêté serment dans les délais requis [20 juin 1956] (p. 2772).

Dépôts :

Le 7 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour obtenir la suppression des passeports dans les relations internationales, n° 319. — Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'amélioration des ouvrages de signalisation dans la forêt de Tronçais (Allier), n° 525. — Le 21 janvier 1956, une proposition de loi tendant à subordonner le congédiement sur ordre de l'administration des employés de salles de jeu à l'avis conforme d'une commission, n° 659. — Le 29 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux employés des P.T.T. une indemnité exceptionnelle en raison du surcroît de travail que leur a causé la campagne électorale au moment des fêtes du Nouvel-An, n° 889. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour maintenir aux assujettis au régime social agricole le droit aux prestations en nature des assurances sociales pour les

(1) Ce décès étant survenu pendant la mise en congé de l'Assemblée Nationale, il ne fut pas prononcé d'éloge funèbre.

enfants âgés de 16 à 20 ans qui continuent leurs études, **n° 1073**. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités, **n° 1527**. — Le 18 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour simplifier les formalités douanières pour les véhicules automobiles, les motocyclettes et les cycles à moteur auxiliaire, **n° 1533**. — Le 23 mai 1956, une proposition de loi tendant à exonérer les successions entre frères et sœurs des droits de mutation à titre gratuit à concurrence de 2 millions, **n° 1917**. — Le 15 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'installation du téléphone dans les zones rurales, **n° 2209**. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles L 462 et L 463 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, concernant les conditions d'adoption par la nation des orphelins de guerre et assimilés, **n° 2752**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre gratuitement à la disposition des agriculteurs, pour les semences d'automne, des semences de blé remboursables en nature sur la récolte 1957, **n° 2827**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais aux agriculteurs, victimes des gelées, pour le paiement des impôts sur le revenu actuellement mis en recouvrement, **n° 2836**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des dégrèvements d'impôts et à indemniser les cultivateurs du département de l'Allier, sinistrés par l'orage de grêle du 6 septembre 1956, **n° 2837**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de tous droits successoraux les successions des militaires décédés en raison des événements d'Afrique du Nord, **n° 2873**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à ce que la mention « Mort pour la France » soit portée de plein droit sur les actes de décès des militaires décédés du fait des opérations de sécurité menées en Afrique du Nord, **n° 2874**. — Le 24 janvier 1957, une proposition de loi tendant à l'institution d'un fonds spécial pour le développement et l'amélioration de l'équipement touristique

réceptif, **n° 3874**. — Le 4 avril 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les officiers de réserve rappelés pour servir en Algérie des périodes obligatoires pendant l'année de leur rappel et les deux années suivantes, **n° 4787**. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par le gel de la mi-avril dans le département de l'Allier et à les faire bénéficier de dégrèvements fiscaux, **n° 4911**. — Le 2 juillet 1957, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la Convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957, 1^{re} partie : Communauté économique européenne, **n° 5289**. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un corps d'adjoints de l'expansion économique, spécialisés dans l'élaboration des études de marchés à l'étranger, **n° 5310**. — Le 3 décembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi n° 56-791 du 8 août 1956 relative à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, **n° 6056**. — Le 24 février 1956, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107), (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), annexe n° 9 : rapport sur les crédits des finances : III. Affaires économiques, **n° 6609**. — Le 14 février 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107), (2^e partie. — Moyens des services et dispositions générales), annexe 10 : rapport sur les crédits des finances et Affaires économiques. IV. Commissariat général du plan, **n° 6609**. — Le 4 mars 1958, une proposition de loi relative à l'exonération de la surtaxe progressive d'une fraction de revenu correspondant au salaire minimum interprofessionnel garanti, **n° 6772**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à la

Société financière internationale : retard de la France à ratifier le statut de la société française internationale : souplesse de l'action de la société financière [29 mai 1956] (p. 2060, 2061); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-92 : Prime de réensemencement en blé [29 mai 1956] (p. 2072); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Affaires économiques, en qualité de Rapporteur spécial, Chap. 31-02 : Renforcement du Ministère des Affaires économiques ; insuffisance des crédits alloués à l'Institut national des statistiques ; subventions aux chambres de commerce à l'étranger ; causes du déficit du commerce extérieur ; mesures de redressement ; développement de la productivité [15 juin 1956] (p. 2678, 2679); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : Réforme de la procédure budgétaire, rôle de la Commission des finances et des Commissions techniques [20 novembre 1956] (p. 4943); consultation nécessaire de la Commission des comptes économiques de la nation ; diminution des réserves de devises ; déficit de la balance commerciale en 1956 ; disparition des ressources exceptionnelles (commandes off shore notamment) (p. 4944); développement de l'inflation en France et dans les différents pays européens (p. 4945); poursuite nécessaire de l'expansion économique, réduction du déficit budgétaire, sélection du crédit ; conséquences économiques des événements internationaux (p. 4946); Art. 14, Etat C, AGRICULTURE, Titres I, III et IV : Vaccination contre la fièvre aphteuse des taureaux destinés à l'insémination artificielle [1^{er} décembre 1956] (p. 5393, 5394). — AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Titres III et IV, en qualité de Rapporteur spécial : structure de l'organisation du commerce extérieur ; résultats satisfaisants du recensement (p. 5400). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Titre III, en qualité de Rapporteur spécial (p. 5405); Art. 15, Etat D, SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur spécial suppléant [4 décembre 1956] (p. 5489); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de Rapporteur spécial (ibid.); — des interpellations sur le Marché commun européen : ses observations sur la multiplication des institutions et des assemblées européennes, la nécessité d'une assemblée parlementaire unique, l'association de la Grande-Bretagne à l'Europe des Six

(expérience de la C.E.C.A.) [16 janvier 1957] (p. 78 à 80); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : ses observations sur la diminution des réserves de devises, la structure des échanges commerciaux, les dangers que pourrait présenter un arrêt des exportations, la nécessité d'élaborer une politique à long terme tenant compte de la perspective du marché commun, la représentation commerciale à l'étranger, l'aide à l'industrie hôtelière, la suppression des lignes aériennes saisonnières entre l'Angleterre et les plages de la Manche [19 mars 1957] (p. 1670 à 1673); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de Rapporteur pour avis : Incidences financières, monétaires et fiscales, fonctionnement de la banque européenne d'investissements, libre circulation des capitaux à l'intérieur du marché commun, comité monétaire, problème du maintien des monopoles fiscaux (tabacs) [2 juillet 1957] (p. 3153 à 3155); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : Délais prévus par le décret organique du 19 juin 1956, révision de la Constitution, stabilité ministérielle, réforme fiscale, réduction au minimum du recours à l'emprunt, amendement de M. Guy Petit relatif aux entreprises nationalisées, suppression de certaines détaxations, hausse des prix (exemple du vin), réorganisation du système de distribution, restriction du crédit, taux de l'escompte, développement de l'expansion, définition de notre politique d'exportation, lutte contre l'inflation et la récession [17 décembre 1957] (p. 5433 à 5438). = S'excuse de son absence [19 juillet 1957] (p. 3769).

GRANDIN (M. Auguste), Député de la Manche (P. puis P.A.S.R.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161) [4 octobre 1957] (p. 4503) (1).

(1) Démissionnaire le 25 mars 1958 (p. 1961).